

« Le Qatar m'a traité comme un esclave »

Le footballeur Abdeslam Ouaddou dénonce le non-respect du droit du travail dans l'émirat

Entretien

Défenseur international marocain, formé en France, Abdeslam Ouaddou, 34 ans, a évolué au Qatar durant deux saisons, une expérience qui a viré au cauchemar. Spolié de ses droits, il dénonce les méthodes du Qatar.

Racontez-nous votre expérience qatarie ?

En 2010, je m'engage pour deux saisons avec le club qatari de Lekhwiya qui appartient au cheikh al-Thani, également propriétaire du PSG. A la fin de la première saison, nous remportons le titre de champion. Je rentre en France pour les vacances et, à mon retour, tout se complique. Les dirigeants m'informent que je dois quitter le club, sans la moindre explication. J'ai d'abord cru à une blague. Mais je me suis vite aperçu que celui qui me parlait ne rigolait pas du tout. J'ai essayé de comprendre, de discuter. Mais rien à faire : « C'est un ordre du prince. Et les ordres du prince ne sont pas sujets à discussion. »

Que s'est-il passé ensuite ?

Ils m'ont finalement placé dans

un autre club appartenant au prince al-Thani, le Qatar SC. A la fin de la saison, je pars en vacances. A mon retour, je plonge en plein cauchemar. Les dirigeants veulent casser mon contrat qui court jusqu'en juillet 2013. Ils ne veulent me payer qu'un mois de salaire en guise de compensation. Je contacte la fédération locale qui fait la sourde oreille. J'ai refusé de céder. Alors, ils m'ont retiré de la liste du groupe professionnel.

Je ne pouvais plus jouer en match officiel. Ils m'ont obligé à m'entraîner aux heures les plus chaudes quand le thermomètre oscillait entre 40 et 50 degrés. Puis, ils ont cessé de me payer. Pour eux, je n'existais plus. J'ai saisi la Chambre des litiges de la FIFA. Les dirigeants qataris m'ont fait comprendre que je ne pourrais obtenir mon visa de sortie que si je retirais ma plainte. Quand je les ai menacés de saisir la Ligue des droits de l'homme, ils m'ont laissé partir. J'ai quitté le Qatar en novembre 2012 mais je me bats pour récupérer mes arriérés de salaire. Lorsque je suis parti, ils m'ont prévenu : « Nous ferons tout ce qui est en notre pou-

voir pour que vous obteniez votre argent le plus tard possible. Nous avons beaucoup d'influence à la FIFA. » Je place toute ma confiance en la FIFA pour faire valoir mes droits. Depuis que je suis rentré en France, les menaces continuent : « Tu t'attaques à des gens très puissants. »

Pourquoi le Qatar, aussi soucieux de son image, prend-il le risque d'agir ainsi ?

Je pense que c'est culturel. Au Qatar, un contrat de travail n'a pas la même valeur qu'ailleurs. Peu importe que tu sois un joueur international ou capitaine. Du jour au lendemain, si ta tête ne leur revient plus, ils te jettent comme une vieille chaussette. Le Qatar m'a traité comme un esclave. Le mot est fort mais je n'ai pas peur de dire la vérité même si aujourd'hui, attaquer le Qatar est un sujet tabou. Mais l'argent ne peut pas tout acheter.

Où en êtes-vous de vos démarches ?

Je me bats pour obtenir ce qui m'est dû, c'est-à-dire douze mois de salaire. Je me bats aussi pour d'autres qui sont dans la même

situation. Stéphane Morello, un entraîneur français, est bloqué là-bas depuis cinq ans. Zaïr Belounis, un joueur français, avait été naturalisé un mois, le temps d'une compétition internationale, avant d'être dégradé. Il n'est plus payé depuis deux ans. Il faut pousser le Qatar à respecter le droit du travail. Les conditions de vie pour les travailleurs émigrés sont inhumaines. Les Qataris pensent avoir tous les droits. Certains centres commerciaux ne sont pas accessibles aux émigrés. C'est l'apartheid !

Etes-vous seul dans ce combat ?

Je me suis joint à la Confédération syndicale internationale (SCI). On va mener une opération pour dénoncer le non-respect du droit du travail au Qatar et appeler à un nouveau vote pour l'attribution de la Coupe du monde 2022. Le Qatar ne peut pas utiliser le sport pour des questions d'image alors qu'il ne respecte pas les droits humains élémentaires. Ce serait la Coupe du monde de la honte et du non-respect des droits de l'homme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURENT TELO